



Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Laurent JAOL, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Modifications statutaires - Transformation en Société Publique Locale - Désignation des représentants - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La société TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) le 19 mars 1979, avec un capital social de 4 286 K€, dans laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire majoritaire à hauteur de 46.02%, aux côtés de la Ville de Montpellier (9%) et d'actionnaires privés (45%).

Par délibération n°M2020-163 du Conseil en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY.

Contexte

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier sont liées à la société TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats de la Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir pour l'avenir du territoire, (mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, ...) et afin de disposer d'une grande souplesse en termes d'évolutivité contractuelle dans un cadre juridique sécurisé, la Métropole et la Ville de Montpellier, ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL), par délibérations respectives du 28 juillet et 21 septembre 2021.

La SPL s'inscrit pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de nouveaux partenaires publics. Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme de Société Anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous une nouvelle nature.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL. Les contrats liant la société TAM à la Métropole et à la Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leurs exécutions, et pourront bénéficier d'aménagements facilités. L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil d'Administration de la SAEML TaM a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une Assemblée Générale Extraordinaire en vue d'approuver les statuts modifiés.

Toutes modifications statutaires exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L1524.1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité ».*

Il convient d'autoriser le représentant au sein de l'assemblée générale de TaM, Monsieur Laurent NISON, à voter en faveur de ces modifications statutaires.

Les principales modalités statutaires de la SPL TaM

La transformation de la société en SPL nécessite de modifier les statuts notamment pour en retirer toutes les mentions spécifiques aux SAEML, y ajouter les dispositions propres aux SPL, adapter l'objet social de la nouvelle société, et intégrer les nouvelles modalités de gouvernance.

- **Forme de la société : Société Publique Locale (SPL)**

Les SPL ont été créées par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010. Selon l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), la SPL revêt la forme de société anonyme régie par le livre II du Code de commerce et est par ailleurs soumise, sauf disposition contraire, aux règles régissant les sociétés d'économie mixte locale prévues par le CGCT. Elle exercera ses activités exclusivement sur le territoire de ses actionnaires et pour leur compte exclusif.

Les actionnaires de la SPL peuvent contracter directement avec la SPL en s'affranchissant des règles de la commande publique. Cette dispense de mise en concurrence résulte du fait que les contrats qu'une collectivité passe avec sa SPL sont assimilés à des contrats de prestation intégrée, régime juridique autrement désigné sous les expressions de « *quasi-régie* » ou « *in-house* ».

Le contrôle des actionnaires sur la SPL sera assuré à la fois par leur présence au conseil d'administration, mais également par les dispositifs de contrôle analogue, tel que celui qu'ils exercent sur leurs propres services.

Le contrôle analogue consiste en des contrôles réels, effectifs et permanents que les élus s'emploieront à mettre en œuvre notamment sur :

- Les orientations stratégiques de la société ;
- L'activité opérationnelle de la société ;
- L'organisation de la société ;
- La vie sociale de la société.

- **Dénomination**

La SPL ainsi transformée conserve la dénomination « TaM ».

- **Capital social**

Le montant de capital social de la société TaM reste inchangé, à hauteur de 4 286 000 €. Il est composé de 34 288 actions à valeur nominale de 125 €. Le capital de la SPL est entièrement détenu par les collectivités territoriales.

- **Composition du capital social et gouvernance**

La proposition de répartition du capital serait ainsi la suivante, sous réserve de la délibération relative à la prise de participation de la Ville :

Actionnaires	Nombre de titres	Valeur en €	% détenu par les actionnaires en assemblées générales	Nombre d'administrateurs au Conseil d'administration
Montpellier Méditerranée Métropole	23 632	2 954 000	68.9%	5
Ville de Montpellier	10 656	1 332 000	31.1%	2
TOTAL	34 288	4 286 000	100%	7

Les statuts proposent un nombre d'administrateurs entre 3 et 18 membres. Le nouveau conseil d'administration de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour Montpellier Méditerranée Métropole et 2 sièges pour la Ville de Montpellier, conformément aux règles de proportionnalité du capital.

Par ailleurs, un poste d'administrateur sans détention d'une partie du capital est affecté aux représentants des salariés.

En outre, il conviendra aux administrateurs de la SPL d'approuver et d'adopter un règlement intérieur du Conseil d'administration et de Contrôle analogue, venant compléter les statuts, afin de préciser les règles de fonctionnement et de gestion de la société, notamment en terme d'expression du contrôle analogue des actionnaires.

Il convient ainsi de désigner les 5 représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration, dont le représentant au sein des assemblées générales de la SPL.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

- **Objet social**

La Société a pour objet la mise en œuvre des politiques de mobilité au sens large sur le territoire géographique de ses actionnaires, et pour leur compte exclusif.

Dans ce domaine, la société pourra notamment exploiter, pour le compte d'un ou plusieurs actionnaires, par voie d'affermage, de gérance, de marché ou sous toute autre forme, un ensemble de services, activités ou équipements et infrastructures.

De manière générale, la société pourra accomplir toutes les opérations qui sont compatibles avec cet objet, s'y rapportent et contribuent à sa réalisation.

Elle pourra notamment assurer :

- ✓ L'étude et l'exploitation des services de transport public ;
- ✓ L'étude et l'exploitation des services de logistiques urbaines (tramfret, espace de logistique urbaine...) ;
- ✓ L'étude, la commercialisation, et la mise en œuvre, de tout produit en lien avec la mobilité (transport, stationnement, location de vélo, autopartage, objets promotionnels, gestion de plateforme numérique pour l'information et la commercialisation de formules de mobilité et de stationnement multimodal ou monomodal,..) ;
- ✓ La réalisation de toutes études et/ou de toutes infrastructures de transport, et la réalisation d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre ;
- ✓ La réalisation et la gestion d'ouvrages publics de stationnement (stationnement en ouvrages, stationnement payant sur voirie, systèmes de gestion et/ou de contrôle visant à réguler, et/ou réglementer la circulation et le stationnement sur l'espace public des véhicules de toutes catégories...) ;
- ✓ La création et la gestion d'un Centre de Formation d'Apprentis (CFA) des Transports en Commun qui répond aux besoins de formation des personnels de TaM.

De plus, la société pourra effectuer toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objets définis ci-dessus, ou à des objets similaires ou connexes.

- **Désignations**

La Métropole et la Ville ont approuvé le principe de la transformation de la SAEML TaM en SPL, en juillet et septembre 2021. Le CA de la SAEML TaM a approuvé le projet de statuts de la future SPL et convoqué une AGE en vue d'approuver les statuts modifiés. Il convient au préalable d'autoriser Laurent NISON, représentant de la Métropole au sein de l'AG de TaM, à voter en faveur de ces modifications.

Le nouveau CA de la SPL serait ainsi composé de 7 membres : 5 sièges pour la Métropole et 2 pour la Ville. L'un des représentants de la Métropole au CA siègera également à l'AG. Il convient de désigner les représentants de la Métropole.

Monsieur le Président propose les candidatures suivantes :

- **Julie FRECHE (AG + CA)**
- **Mathilde BORNE (CA)**
- **Clara GIMENEZ (CA)**
- **Coralie MANTION (CA)**
- **Jean-Pierre RICO (CA)**

Il est proposé de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales (unanimité requise).

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le projet de statuts portant transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale ;
- D'autoriser le représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale de la SAEML TaM, Laurent NISON, à voter en faveur de ces modifications statutaires ;
- De désigner un représentant auprès de l'Assemblée Générale de la SPL TaM et de le doter de tous pouvoirs à cet effet, en particulier celui de signer les statuts ;
- De désigner cinq représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'Administration de la SPL TaM ;
- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser les représentants ainsi désignés, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Agnès SAURAT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191438-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe Delib Projet Statuts SPL TaM v2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.